

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/19

3 mars 1999

(99-0825)

---

## CONSEIL GÉNÉRAL

Réunion tenue le 1<sup>er</sup> mars 1999

*Remarques finales de M. l'Ambassadeur A. Mchumo, Président du Conseil général,  
au sujet de la désignation du prochain Directeur général*

Pour conclure cette réunion durant laquelle nous avons eu un débat si fructueux, j'aimerais vous faire part de mon point de vue sur la façon dont nous devrions maintenant procéder pour traiter cette importante question durant la nouvelle phase qui s'ouvre aujourd'hui.

Comme je l'ai indiqué au paragraphe 4 de ma déclaration précédente<sup>1</sup>, tout en s'appuyant sur la mine d'informations déjà disponible, les consultations durant cette nouvelle phase devront dorénavant tendre davantage vers la recherche du consensus nécessaire autour du candidat le plus acceptable. Le rapport de l'Ambassadeur Rossier constituera certainement un point de départ à partir duquel les candidats et les Membres pourront réfléchir plus avant à leurs positions et tirer les conclusions qui s'imposent. Cependant, il va de soi que, si nous conservons la même approche qu'auparavant, nous risquons d'obtenir le même genre de résultats sans que pour autant le consensus dont nous avons besoin pour élire le nouveau Directeur général ne se dégage clairement. C'est pour cette raison que je répète ce que j'ai déjà dit dans ma précédente déclaration, à savoir que nous avons désormais besoin d'interactions plus dynamiques entre les Membres et entre les Membres et les candidats pour créer de nouvelles situations qui permettront de parvenir à un consensus.

L'Ambassadeur Rossier et moi-même considérons qu'il faut tenter de créer un tel consensus sur la base d'une combinaison de facteurs objectifs, dont les principaux sont les suivants:

- a) importance du soutien, en termes de premier et deuxième choix, dont bénéficient les candidats, telle qu'elle est apparue au cours de la phase précédente des consultations et continuera d'évoluer durant la phase ultérieure;
- b) opposition minimale rencontrée par tel ou tel candidat ou ce que l'on pourrait appeler le degré de "tolérance" dont il jouit;
- c) couverture géographique du soutien apporté à tel ou tel candidat.

Nous considérons qu'aucun des facteurs précités n'aboutira, à lui seul, au consensus que nous cherchons à obtenir et qu'il s'agira de combiner judicieusement tous ces éléments. Le processus consultatif qui se déroulera durant cette nouvelle phase doit nous permettre d'établir solidement la tradition selon laquelle l'élection du Directeur général de l'OMC ne peut faire l'objet ni d'un vote de tous les Membres ni du veto de l'un d'entre eux. Nous devons tous œuvrer en faveur du consensus – sans vote et sans veto.

---

<sup>1</sup> WT/GC/17.

Comme il a déjà été dit à maintes reprises, ce sont les Membres qui feront ce consensus et l'Ambassadeur Rossier et moi-même sommes là pour superviser et faciliter le processus. C'est pour cette raison que, comme je l'ai déjà indiqué dans ma déclaration précédente, nous demandons aux Membres de nous communiquer toute information utile et, pour notre part, nous demanderons peut-être à certains d'entre eux de fournir les éclaircissements nécessaires à la recherche d'un consensus. À partir de demain, mardi 2 mars, et jusqu'au vendredi 5 mars, l'Ambassadeur Rossier et moi-même nous tiendrons à la disposition des délégations qui auraient des renseignements à nous communiquer. Celles-ci pourront faire savoir au Secrétariat quand elles seraient prêtes à nous rencontrer et le lieu de rendez-vous sera fixé à ce moment-là. Précisons que seules les délégations qui disposent de nouvelles informations ou d'informations complémentaires pouvant aider à dégager un consensus devront s'adresser à nous. Par ailleurs, il est possible que pendant ces quatre mêmes jours ou tout de suite après nous prenions contact avec un certain nombre de délégations pour obtenir d'elles des éclaircissements et nous espérons qu'elles continueront de se montrer aussi coopératives que dans le passé.

Enfin, comme je l'ai indiqué dans ma déclaration précédente, nous ferons rapport au Conseil général aussi souvent que possible si des faits nouveaux et importants interviennent dans l'optique d'un consensus, qu'ils soient positifs ou négatifs. Au moment d'entreprendre ces consultations finales, les Membres garderont à l'esprit notre désir commun de régler cette question dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, avant la fin de mars 1999.

---